

Affaires courantes

[Traduction]

PÉTITIONS

L'EXPORTATION D'EAU DOUCE

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège que de présenter ce matin un certain nombre de pétitions au nom d'habitants de Barriere, Darfield, Vavenby, Heffley Creek, Clearwater, Louis Creek, Bremner Creek, McLure, Little Fort, Birch Island, Skwaam Bay, Adams Lake, Blue River, Valemont, Upper Clearwater, Avola, Chu Chua et Canuck Lake.

Tous ces pétitionnaires ajoutent leur nom à la liste, qui doit bien atteindre 30 000 maintenant, de ceux qui sont opposés au détournement de rivières du Canada en vue de vendre de l'eau aux États-Unis et au nord du Mexique.

Ils demandent au gouvernement du Canada d'adopter une mesure législative disant clairement que nos rivières ne sont pas à vendre.

LA VIOLENCE

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par plusieurs centaines de personnes du centre de l'île de Vancouver.

Elles font remarquer qu'il y a un lien entre la violence dans les spectacles et la désensibilisation à la violence dans notre société, avec pour résultat la mort de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Les assassins déclarent souvent que leur violence était basée sur ce qu'ils avaient vu à la télévision ou dans les médias.

Elles estiment que nous devenons de plus en plus une culture basée sur la violence et elles en veulent pour preuve le jeu du tueur en série, qui nous vient des États-Unis. Au départ, on a un sac de 25 bébés, et le but du jeu est de tuer autant d'enfants et d'adultes sans défense que possible.

Les pétitionnaires notent que les lois du Canada ne permettent pas d'intervenir adéquatement contre de telles choses et ils demandent au Parlement d'envisager des modifications au Code criminel du Canada, qui empêcheraient la distribution au Canada de matériel violent et dégradant comme le jeu du tueur en série ou les cartes de collection avec les grands meurtriers.

• (1030)

[Français]

LE LANGAGE UTILISÉ À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai également une pétition à déposer ce matin qui touche presque le même sujet.

Ces pétitionnaires demandent au Parlement de veiller à ce que le CRTC réglemente avec soin le langage utilisé dans les émissions de radio et de télévision. Ils se rendent compte que souvent, malheureusement, ce qui se passe à la radio et à la télévision, au point de vue du langage inapproprié, va à l'encontre des efforts qu'utilisent les familles pour créer, comment dirais-je, des foyers sains.

Donc, ils ont aussi souligné que l'utilisation de langage inapproprié n'est aucunement nécessaire pour informer les gens.

[Traduction]

On y déplore le fréquent usage d'un langage inapproprié à la radio et à la télévision. Ces pétitionnaires souhaitent que des mesures soient prises pour remédier à cette situation parce, selon eux, il y a un lien entre le langage et la violence. Ils estiment que ce langage n'a pas sa place dans la société canadienne.

LE TIMOR ORIENTAL

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions, l'une provenant de la région de Kitchener—Waterloo—Cambridge et l'autre, d'Ottawa et de Montréal.

Ces pétitionnaires soulignent l'hypocrisie dont fait preuve le Canada en appuyant les résolutions des Nations Unies en faveur de l'autodétermination du Timor oriental. Nous disions toujours vouloir établir un lien entre, d'une part, les droits de la personne et, d'autre part, l'aide étrangère et la diplomatie internationale. Toutefois, le Canada permet que la répression brutale du peuple du Timor oriental se poursuive, alors que cela frise le génocide.

Ces pétitionnaires pressent le Parlement de condamner l'occupation militaire du Timor oriental par l'Indonésie, de condamner le génocide du peuple du Timor oriental, d'appuyer publiquement le droit du peuple du Timor oriental à disposer de lui-même par voie de référendum et d'élections libres et d'appuyer ces causes aux Nations Unies ainsi qu'à toutes les tribunes internationales.